

LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT

M. John Manley (Ottawa-Sud): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant.

Le premier ministre lui-même a déclaré que la recherche et le développement, ainsi que les innovations qui en découlent, sont essentiels à la prospérité économique du Canada. Hier, en son absence, le gouvernement a défait une motion visant à reconnaître la nécessité d'accroître les activités de recherche et de développement au Canada.

Le gouvernement admettra-t-il qu'il a renoncé à tout espoir d'accroître les activités de recherche et de développement au Canada?

• (1500)

L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences): Monsieur le Président, la réponse est non.

[Français]

M. John Manley (Ottawa-Sud): Monsieur le Président, la population du Canada et la communauté scientifique sont en droit de demander du leadership de la part du gouvernement pour le développement et pour la recherche scientifique. Hier, le ministre des Sciences a refusé de réaffirmer la promesse du premier ministre d'accroître la recherche et le développement à 2,5 p. 100 du Produit intérieur brut. Est-ce que le gouvernement est prêt à exercer du leadership, et dans l'affirmative, quel est l'objectif concret de sa politique pour la science?

[Traduction]

L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences): Monsieur le Président, l'objectif de notre politique est évident. Nous avons l'intention. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Winegard: Nous avons l'intention de rendre le Canada compétitif et, pour cela, il ne suffit pas de multiplier les activités de recherche et de développement, il faut aussi s'occuper de tous les autres facteurs qui nuisent à notre compétitivité, ce dont les gouvernements qui nous ont précédés ne se sont jamais préoccupés.

Nous avons l'intention d'en dresser la liste secteur par secteur et de demander aux industriels de chaque secteur ce qui ne va pas et pourquoi ils ne peuvent pas accroître leurs activités de recherche et de développement. Lorsque nous aurons les réponses à nos questions, nous saurons quoi faire. Notre solution ne sera pas d'accroître

les dépenses en pure perte comme le député l'a toujours fait.

M. le Président: Nous passons maintenant à l'ordre du jour. Le leader parlementaire a la parole.

M. Andre: Monsieur le Président, je demande à bénéficier pendant un instant de l'indulgence de la Chambre. Le premier ministre a l'intention de venir ouvrir le débat, mais il s'entretient avec le premier ministre de Pologne qui est aujourd'hui en visite à Ottawa. On m'a dit qu'il sera ici dans un instant. Nous pourrions peut-être suspendre un instant la séance jusqu'à l'arrivée du premier ministre.

On vient de m'annoncer qu'il sera ici dans cinq minutes. Avec l'indulgence de la Chambre, nous pourrions peut-être suspendre la séance jusqu'à son arrivée. Ou bien, en attendant, je répondrai à toutes les questions que les députés peuvent avoir à poser.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: C'est une invitation qui pourrait être acceptée.

M. Riis: Monsieur le Président, je suis assurément prêt à reconnaître que le premier ministre désire ouvrir ce débat important. Puisque nous attendons quelques minutes, ne pourrions-nous pas avoir le consentement unanime de la Chambre pour continuer la période des questions jusqu'à l'arrivée du premier ministre.

M. Andre: Monsieur le Président, si le leader à la Chambre du Nouveau Parti démocratique nous assure que ce seront des questions raisonnables, je n'y vois naturellement pas d'inconvénient.

Des voix: Oh, oh!

M. Gauthier: Monsieur le Président, je pense que j'ai une proposition très constructive à faire à la Chambre. Nous pourrions peut-être avoir une période de réponses, de bonnes réponses.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LES PROPOSITIONS D'AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

RENOI À UN COMITÉ SPÉCIAL

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre) propose: